

Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme
Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire
Pôle Socio-économie de la Solidarité

Cahier de propositions
pour le XXI^e siècle

POLITIQUES ECONOMIQUES,
IDEOLOGIES ET DIMENSION
GEOCULTURELLE

Novembre 2001

Coordonné par Jaerson Lucas Bezerra
Site: <http://ecopol.socioeco.org/>

Ce document de propositions est la synthèse des travaux du Chantier "Politiques Economiques, Idéologies et Dimension Géo-culturelle" (<http://ecopol.socioeco.org>) et de la rencontre de Rio de Janeiro, Brésil (11-13 mai 2001); il intègre aussi les débats réalisés à l'occasion de l'Assemblée du Pôle de Socio-Economie Solidaire, réalisée à Findhorn, Ecosse, entre le 9 et le 16 juin 2001.

La rédaction de ce document a été effectuée par Jaerson Lucas Bezerra.

1. Constatations et Diagnostic

Il ne fait aucun doute que nous sommes sur le point d'entamer à nouveau un processus de remise en question des grands principes qui ont orienté jusqu'ici l'économie politique et les systèmes de gouvernement. Le dogmatisme néolibéral de ces vingt dernières années s'épuise, même si officiellement les orientations de politique économique semblent inchangées. Le think tank néo-libéral n'a plus rien à offrir.

Les résultats négatifs de ces politiques sautent aux yeux et nous dispensent de tout commentaire: des conséquences désastreuses et des défauts –qu'on nous prétendait transitoires et inévitables -- et qu'il devient désormais impossible de justifier. Les indicateurs sociaux et économiques, à des degrés différents pour les pays riches et les pays pauvres, montrent clairement l'augmentation du taux de chômage, de l'exclusion, de l'appauvrissement, de la réduction de l'activité productive et d'une distance toujours plus grande entre les économies des pays périphériques et de ceux du centre¹.

Des années de néolibéralisme ont laissé derrière elles leur lot de problèmes qui n'ont tout simplement pas de solution à court terme, même en faisant appel aux formules classiques de l'inflation ou de la réduction de la croissance. Ces mesures sont déjà appliquées et leur prolongation ne peut à terme que se transformer en dépression ou en crise économique.

Bien sûr, nous ne pouvons pas savoir si nous sommes véritablement entrés dans une nouvelle période historique, mais ce qui est certain, c'est que l'humanité dans son ensemble traverse une période de grandes incertitudes. La post-modernité tant attendue est reléguée, semble-t-il, à un futur indéterminé. Une autre chose est sûre: il nous faut trouver de nouvelles solutions pour sortir de la crise; et celles-ci devront inclure les droits de l'Homme, ainsi que des valeurs et des expériences considérées jusqu'à présent comme "alternatives".

En ce qui concerne les politiques économiques, dans leur double caractère de partie intégrante de la théorie économique et de leur mise en application, la question de fond aujourd'hui consiste à savoir jusqu'à quel point nous pouvons affirmer que nous sommes au seuil d'un nouveau paradigme. Un nouveau paradigme devrait incorporer de nouvelles idées. Or, le maintien de politiques récessives, l'état de désintégration des gouvernements et des systèmes économiques ne semblent pas montrer une réorientation politique ni une reformulation des engagements des uns et des autres. Malgré l'évidence de la crise, les mesures pratiques de transformation nécessaires pour contrecarrer la conjoncture actuelle ne sont pas prises. En tout cas, pas au niveau des gouvernements.

Les politiques économiques appliquées suivant la recette néo-libérale par les gouvernements nationaux, et maintenues malgré leurs résultats, ont abandonné leurs objectifs de stimulation de l'activité productive et de recherche du plein emploi; elles se contentent de réduire la demande interne au nom de la lutte contre l'inflation et de la réduction nécessaire des déficits de balances commerciales. Ces politiques, qualifiées d'inévitables dans les discours officiels, et appliquées de fait pour répondre à des exigences extérieures au pays, sont délibérément récessives, surtout celles destinées à réduire la masse salariale, l'argent en circulation, et à retrouver l'équilibre fiscal et budgétaire. En abandonnant à leur tour les enseignements de la doctrine Ford, selon laquelle

¹ Pays du centre et de la périphérie, nomenclature utilisée par l'Ecole de la Cépál dans les années 50. Aujourd'hui on utilise plus fréquemment le Nord et le Sud. (note du traducteur)

l'augmentation des bénéfices provenait surtout de l'augmentation du volume de production, les grandes entreprises ont opté pour l'obtention rapide de gains financiers absorbant petit à petit les entreprises et marchés concurrents.

Dans le panorama actuel de crise, c'est le rôle de l'Etat au sein de l'économie, en d'autres mots, le profil de la politique économique, qui redevient le centre de la discussion. Car, en fin de compte, la politique économique suivie aujourd'hui n'est que la traduction des principales manifestations du système néo-libéral. C'est à travers elle que se sont réalisées la récupération et l'actualisation des principes libéraux qui semblaient avoir été supplantés à tout jamais, entamant ainsi un nouveau cycle d'accumulation de l'économie capitaliste. Ce sont les politiques économiques mises en place par l'Etat qui instaurent les rapports entre l'Etat et l'économie ou, plus précisément, entre le public et le privé. Il serait bon de rappeler ici que l'Etat dispose de différents instruments pour atteindre des objectifs de nature économique, sociale ou politique. Dans tous les cas, tous ces instruments dépendent directement ou indirectement des politiques économiques mises en place, qu'elles soient d'ordre budgétaire, monétaire, fiscal, de commerce extérieur, de taux de change, sectoriel, liées aux revenus, aux salaires ou aux réglementations en tous genres.

Les débats autour de qui devrait déterminer quelles politiques économiques se cantonnent dans une vision réductionniste et persistent à situer, d'un côté, les libéraux, partisans d'une intervention minimum de l'Etat et de l'autre, les keynésiens, favorables à une intervention plus directe et permanente de l'Etat.

D'après ces derniers, la politique économique doit être formée par un ensemble de mesures prises par le gouvernement dans le but d'agir et d'influencer les mécanismes de production, de distribution et de consommation. Bien que dirigées vers l'économie, ces mesures obéissent à des critères d'ordre politique et social, dans la mesure où elles déterminent, par exemple, quels segments de la société se verront bénéficiés par les différentes mesures économiques prises par l'Etat. Les politiques économiques subissent aussi l'influence du dynamisme des différents groupes de pression – partis politiques, mouvements sociaux, syndicats et mouvements d'opinion publique. Les rapports établis entre l'Etat et la société ont une influence directe sur le destin des politiques économiques.

D'après les libéraux (ou néo-libéraux, dans l'acception actuelle du terme), la politique économique ne serait qu'un instrument servant à reconstituer les bases économiques du capital financier. Or celui-ci n'apprécie que fort peu toute une série d'éléments qui rognent ses possibles bénéfices: la force démontrée par les travailleurs salariés et leurs syndicats, le niveau de dépenses de l'Etat-Providence et les impôts sur le revenu et sur la circulation du capital. Le modèle dit anglo-saxon, nouvelle terminologie de l'ère néo-libérale, coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre et de Ronald Reagan aux Etats-Unis. Dans les deux cas, le mot d'ordre était le même: l'Etat doit se retirer de la sphère économique et laisser agir le marché.

Le modèle a été exporté vers la plupart des pays, brisant les barrières culturelles, institutionnelles et économiques et au mépris des souverainetés nationales. La globalisation, principalement financière, a été rendue possible par une énorme disponibilité d'argent dans un monde qui grandit peu et distribue encore moins, en met beaucoup au chômage et côtoie des formes de plus en plus sophistiquées d'exclusion sociale et d'inégalités technologiques. Mais il est bon de rappeler que les effets de la politique néo-libérale, mise en pratique dans la politique économique, ne sont pas les mêmes pour tous. Soutenir, comme le font certains, que nous assistons à la "fin de l'Etat" et des économies nationales, ne repose sur aucun fondement. Le contrôle de l'économie mondiale est fortement lié aux économies nationales dominantes, là où des Etats existent et fonctionnent. Et ce sont ces Etats qui déterminent les destins de l'économie capitaliste et qui dictent les règles qui affectent les économies des pays périphériques.

En termes pratiques, -- et c'est particulièrement vrai pour les vingt dernières années--, la politique néo-libérale a instauré un type de néocolonialisme économique, qui a renforcé le système de relations antérieur et a encore augmenté la dépendance entre périphéries et métropole. On ne peut en effet

comparer les effets des politiques néolibérales sur l'économie et la société des pays centraux avec ceux qu'ils ont eu sur les pays périphériques.

La symbiose obtenue entre pays riches, entreprises transnationales et institutions financières internationales se fonde sur l'association et la représentation d'intérêts communs et est source de bénéfices pour les parties en présence. Hélas, la relation de ces mêmes entités avec les pays pauvres résulte presque invariablement en dommages et pertes de toutes sortes pour ces derniers. Par ailleurs, cette constatation n'élimine pas la discussion à propos des mécanismes responsables de la soumission que doivent démontrer les pays en voie de développement, et donc de leur manque de pouvoir dans les négociations lors des décisions et des accords signés avec ces mêmes institutions.

Les politiques économiques mises en place ont eu un rôle fondamental dans l'implantation du modèle néo-libéral. Pour les pays pauvres – endettés, souffrant de taux élevés d'inflation et manquant d'investissements étrangers –, le livre de recettes néo-libéral s'est chargé de suggérer -- le mot exact serait d'exiger-- des mesures telles que l'augmentation des taux d'intérêt ou la réduction des dépenses publiques, dont la conséquence inexorable est la récession économique. Les résultats ne pouvaient être plus pervers: transfert vers le marché de secteurs stratégiques mis en place grâce aux sacrifices de toute une société, endettements considérables et démantèlement de politiques publiques qui tendaient vers ce que l'on connaît communément sous le nom d'Etat-Providence. Les chocs imposés aux économies nationales avaient clairement pour objectif de rendre possible de nouveaux investissements et de garantir le paiement de la dette extérieure. La recette a fonctionné: les dettes extérieures n'ont pas été payées, malgré les énormes volumes de ressources transférées des pays pauvres vers les pays riches en guise de paiement des intérêts et autres services de la dette, mais les politiques publiques ont été démantelées et l'activité productive réduite.

La domination idéologique est le résultat de la force de persuasion et de l'efficacité avec laquelle les idées néo-libérales sont divulguées par les agences multilatérales de développement. Intégrées aux politiques économiques des pays riches et pauvres, les propositions néo-libérales, plus conservatrices que celles des libéraux, cherchent à instaurer la suprématie du marché sur l'Etat et de l'individu sur le collectif. L'aspect moderne, flexible et efficace, qui caractérise l'ensemble des idées libérales, prétend dépasser les mécanismes politiques du système démocratique, identifiés de façon péjorative comme nationalistes, corporatistes et technocrates. C'est de là que proviennent les thèses de l'Etat Minimum, le démontage des politiques de Bien-Être Social et la défense sans restrictions des privatisations.

Constatation faite des résultats désastreux de la politique néo-libérale, de la résistance des gouvernements aux changements et de leur dépendance croissante vis-à-vis du capital et des investissements étrangers, il reste un défi supplémentaire que devront relever les nouvelles propositions visant à réorienter les politiques économiques: comment transformer les politiques économiques en politiques véritablement publiques?

En effet, le manque de participation de la société aux politiques économiques, de façon directe ou à travers la représentation politique, remontent à une époque beaucoup plus ancienne que la récente période néo-libérale. L'intervention de l'Etat au sein de l'économie, telle que la prône la théorie keynésienne, ne s'est pas faite de façon démocratique. Pour les pays centraux, il s'agissait de prouver dans la pratique, -- dans un décor dévasté par les conflits mondiaux, surtout des deux dernières grandes guerres et de la grande dépression de 1929--, que le capitalisme pouvait être sauvé, à condition que les gouvernements sachent faire bon usage de leurs ressources pour maintenir le plein emploi et ce, par l'intermédiaire de prêts et de financements de travaux publics. Les fluctuations de l'activité économique, de manière cyclique caractéristique du fonctionnement du système capitaliste, étaient ainsi atténuées puisque les gouvernements avaient la possibilité d'influencer le niveau de l'activité économique à travers leur politique monétaire et fiscale. Les politiques de plein emploi et le financement de travaux publics ne représentaient qu'une sorte de "façade sociale" de l'interventionnisme de l'Etat. La distribution des gains de productivité avec les couches salariées et les dépenses liées à l'Etat-Providence datent de cette époque, du moins en ce qui concerne les pays capitalistes du Centre.

En ce qui concerne les économies périphériques, ce bien-être n'a jamais été consolidé. Et ce, malgré le fait que certaines politiques publiques – surtout celles liées au binôme capital-travail – aient été mises en pratique par des gouvernements populistes et/ou des idéologies nationalistes. Notons que la notion d'économie nationale impliquait la nationalisation des décisions ayant trait à la politique économique. Il s'agissait donc en l'occurrence de créer un capitalisme national. Les politiques publiques visaient à renforcer le capital national. En ce sens, elles favorisaient donc surtout les couches supérieures de la société des grands centres urbains. Les droits sociaux n'avaient pas de portée universelle et étaient liés aux convenances politiques des gouvernements en place. L'exclusion sociale et l'absence de citoyenneté ne sont pas des phénomènes récents; la politique néo-libérale s'est chargée, quant à elle, de les amplifier et d'entraver toujours un peu plus les possibles solutions.

Les politiques économiques et publiques sont liées dès leur origine aux intérêts du développement du capital et de l'intervention étatique. Les politiques sociales, quant à elles, étaient destinées aux exclus. Elles ne se sont même pas développées au sein de cette logique d'intérêts. Conçues dès l'origine comme essentiellement réformistes et pragmatiques, sans approfondir la compréhension des rapports entre l'économie et le social, les politiques sociales se sont souvent limitées à des interventions focalisées et sans lendemain.

Même si la définition de gouvernement est normalement associée à la notion d'Etat, cela ne veut pas dire que les intérêts du premier ne puissent pas s'aligner sur d'autres logiques contraires au principe de représentation. La délégation du pouvoir aux mains des gouvernements par la population à travers le vote, afin que ceux-ci exercent des mandats satisfaisant les besoins de la société, devient donc un point critique du fonctionnement des démocraties occidentales.

Comme si cela ne suffisait pas, à la crise économique actuelle s'ajoute celle de la représentation politique. Car le système néo-libéral n'a pas atteint uniquement l'économie. Avec l'aggravation de la situation sociale et le discrédit jeté sur les classes gouvernantes, nous sommes en droit de nous demander : Jusqu'à quel point un régime démocratique peut-il se consolider; alors qu'une grande partie de la population ne possède même pas le statut de citoyen? Une démocratie authentique est-elle possible au sein d'un pays dont l'économie est de type néo-libéral?

La consolidation démocratique doit faire face à la crise du politique, caractérisée par l'absence de projets collectifs capables de motiver et de mobiliser la population mais aussi par des facteurs comme la corruption et le discrédit jeté sur la plupart des représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Les nombreuses abstentions et annulations de votes dans les pays où celui-ci est obligatoire représentent en cela un très clair signal d'avertissement. La méfiance à l'égard de la démocratie représentative et de l'ordre légal garanti par l'Etat de droit ne se limitent donc pas seulement aux pays périphériques. De nouvelles stratifications sociales, issues des inégalités d'accès aux biens de consommation et aux services, basées sur des critères de classe, de race et de genre, sont bien l'expression d'un nouveau système de classification, qui établit des catégories différentes de personnes, qui ont chacune leur place respective au sein de la société. Par ailleurs, les institutions politiques traditionnelles n'ont pas développé non plus de projets qui intègrent et expriment les besoins et les demandes de la société.

En fin de compte, ce sont bien les limites et les distorsions inhérentes au fonctionnement de la démocratie représentative qui sont en jeu. La seule solution consiste à fournir au public une culture démocratique de participation directe et permanente et aux classes politiques dirigeantes une culture démocratique non centralisée et non autoritaire, ce qui renforce à son tour le fonctionnement de la représentation.

Les politiques économiques, par leur portée - représentation des intérêts de l'Etat et de la société et matérialisation de l'ensemble des actions de l'Etat visant à modifier la situation de l'économie -, sont des forums privilégiés pour la construction d'une nouvelle réalité. Ces politiques doivent extrapoler le débat qui s'entête à les restreindre aux systèmes économiques seulement – de type néo-libéral ou d'intervention étatique, selon les courants; il se doit de les situer aujourd'hui en termes de

responsabilité et de compétence de la société. C'est là la seule voie possible pour transformer les politiques économiques en politiques véritablement publiques.

2. Visions et Nouveau Paradigme

Le passage de la modernité à la post-modernité (bien entendu, il est difficile de définir avec précision dans laquelle des deux nous nous situons) a été extrêmement propice aux remises en question et à la recherche d'autres modèles ou d'un nouveau paradigme, absolument nécessaire pour faire face à une situation de crise.

La modernité, définie comme phénomène européen, serait responsable du fait que l'être humain ait réussi à conquérir son autonomie et de sa volonté de dominer le monde grâce à la technologie. La modernité culmine dans les idéaux de l'humanisme occidental des Lumières, lequel se fonde sur la notion de progrès, elle-même fruit de l'optimisme des penseurs de cette époque face à la domination et aux progrès technologiques.

Mais il est également possible d'interpréter autrement le projet de la modernité occidentale. "Le fait que la modernisation occidentale ait précédé toutes les autres et ait prédominé pendant trois siècles dans les pays européens, après les Etats-Unis, a amené les penseurs de ces pays à identifier fréquemment leur modernisation à la modernité en général, comme si la rupture avec le passé et l'élite capitaliste avait été une condition nécessaire et centrale à la formation d'une société moderne" (Touraine, 1994: 35).

L'expression "pensée unique", qui définit avec tant de précision l'idéologie néo-libérale, avait déjà des précédents à l'époque des Lumières. "La modernité a été longtemps définie par ce qu'elle détruisait, comme une remise en question constante des idées et des formes d'organisation sociale, tel le travail d'avant-garde dans les arts. Toutefois, plus le mouvement de la modernité s'est étendu, plus la modernité s'est acharnée sur des cultures et des sociétés incapables de s'adapter, et qui les supportaient plutôt, au lieu de les utiliser." (Touraine, 1994: 334). Les éléments nécessaires à la naissance d'une nouvelle forme d'organisation, l'Etat Moderne, sont contemporains de la modernité européenne et conservent les mêmes fondements. L'unité de commandement, sa propre territorialité, son exercice à travers un ensemble qualifié d'auxiliaires techniques sont des conditions de sécurité et d'efficacité pour sa formation. Le rapport Etat-économie date du début du XIXème siècle avec la constitution du capital financier. La politique ne serait plus isolée des mécanismes de marché.

Désormais l'Etat intervenait directement dans l'économie, pas seulement au moyen de mesures protectionnistes destinées à protéger les grands monopoles, mais aussi par les mesures monétaires prises par les Banques Centrales et par la création de conditions d'infrastructures favorables à l'analyse et à la critique de la politique économique de l'Etat. En d'autres mots, on assiste à cette époque à un changement d'étape, celle du capitalisme organisé.

Dès leur origine, les politiques économiques ont ainsi pour but de définir quelles sont les orientations que les gouvernements devraient suivre et quelles sont les interventions qu'ils devraient éventuellement effectuer pour augmenter la richesse de leurs pays respectifs. Or les politiques d'ajustement structurels, dictées par les organismes internationaux de crédit, mises en place il y a de nombreuses années, ont essayé depuis longtemps de réorienter les objectifs des politiques économiques, déplaçant les intérêts nationaux et obligeant les pays débiteurs à prendre des mesures récessives. Pendant le règne néo-libéral, de fausses questions ont occupé la scène politique officielle: comme par exemple, le besoin de réforme de l'Etat, sous prétexte d'un excès de fonctions, de bureaucratie, de centralisation ou d'irrationalité dans les dépenses.

Interprétée comme synonyme de modernisation et de rationalité, bien que faisant toujours partie de la recette néo-libérale imposée aux pays endettés, la décentralisation a ainsi été proposée pour soi-disant favoriser la "débureaucratisation", la flexibilisation et le "renforcement" de la participation de la communauté. Cette façon de voir a été absorbée sans discussion aucune par les pays de la périphérie,

alors qu'ils devaient déjà faire face au démantèlement et à l'inversion des avantages sociaux conquis par les travailleurs et à la réduction des ressources publiques.

Les intentions semblaient flatteuses: on accorde aux organisations communautaires et aux espaces locaux un pouvoir et une capacité dignes d'agents fournisseurs de services, avec des coûts et une efficacité bien plus acceptables que ce que peut pourvoir le gouvernement central. Mais ce type de décentralisation est imprégné d'instrumentalisme; les organisations de la société civile et les espaces locaux (ou les municipalités) y sont considérés comme quelque chose qui serait "en dehors de l'Etat" ou "au-dessous de l'Etat"; ils peuvent ainsi se charger des activités qui auparavant étaient sous la responsabilité de l'Etat, qui s'en déresponsabilise désormais. Cette manipulation utilitaire de la participation de la communauté et des potentialités des espaces locaux fait partie intégrante de l'idéologie néo-libérale.

La participation de la communauté aux politiques publiques et la municipalisation de ces dernières sont pourtant des processus qui rendent possibles de nouveaux rapports démocratiques entre l'Etat et la société. A condition de s'inscrire dans d'autres conditions préalables: la distribution équitable des ressources budgétaires entre les sphères du gouvernement, la capacité d'absorption de ces fonctions de la part des sphères locales et surtout, la participation active de la communauté à la prise de décisions et à la gestion.

Un autre type de décentralisation, basée sur les mêmes principes, fait allusion aux transferts d'entreprises publiques vers le marché (ou "privatisation" au sens restreint du terme). Cette forme de décentralisation est toujours exaltée à partir de simplifications grossières ou à coup d'avantages comparatifs, dans lesquels on attribue la rationalité au secteur privé et l'inefficacité au secteur public. Les politiques ont été la cible de critiques qui dénoncent la précarité de certains fonctionnements, les dépenses excessives dans tel ou tel secteur et une disproportion entre l'usage des ressources et les bénéfices qui en découlent. Les programmes de dénationalisation d'entreprises d'Etat et d'autres secteurs auparavant sous le contrôle de l'Etat, dictés par cette même recette qui dicte les ajustements structurels, s'efforcent de prendre appui sur ces simplifications pour promouvoir les programmes de privatisation.

On retrouve toujours les concepts de rationalité et d'efficacité liés au concept de décentralisation; ces deux arguments sont destinés à "déminer" les situations de licenciement et les conflits inhérents aux processus de privatisation. Ils sont donc identifiés comme une forme de modernisation conservatrice, où les aspects technocratiques et administratifs tentent toujours d'occuper l'espace du politique. Par ailleurs, les processus de privatisation finissent par transformer les biens et les services essentiels en marchandises, et l'on associe alors leur valeur à un prix, interdisant leur accès à ceux qui n'en ont pas les moyens. La privatisation des biens et des services essentiels entraîne également une réduction de la sphère publique, réduisant encore les possibilités de participation dans les rapports entre l'Etat et la société.

Réformer l'Etat est une tâche des plus urgentes, mais la réforme que nous suggérons ici a un sens différent: c'est de démocratisation de l'Etat dont il s'agit. Face à un contexte marqué par le scepticisme envers les mécanismes de la démocratie directe, les pouvoirs républicains distancés des aspirations de la société et la suprématie d'une pensée unique dominante, la société civile est décidée à emprunter d'autres chemins. En assumant des formes de représentation différentes de la représentation politique traditionnelle, l'espace public grandit, enrichit la société et crée d'autres façons de gérer de nouveaux conflits.

Si ces conflits n'ont pas trouvé d'espace suffisant pour se manifester au sein de l'Etat, c'est parce que ce dernier n'a jamais été aussi distant de la société, insistant sur l'annulation des différences, ignorant les situations de conflit, et finalement, réduisant à rien la "chose publique". Récupérer le rôle de l'Etat démocratique, à partir de la dynamique des nouveaux rapports entre l'Etat et la société, est un enjeu fondamental pour contourner la crise actuelle. La démocratisation de l'Etat que nous préconisons ne

doit pas être confondue avec la proposition néo-libérale de réforme de l'Etat, chargée d'ambiguïtés et d'intérêts cachés.

Les véritables pratiques participatives d'orientation démocratique sont celles qui représentent et qui intègrent les revendications de la société, sous ses diverses formes, et tentent de modifier les agendas gouvernementaux. Dans ce sens, le but de la participation peut être compris comme une démocratisation de la gestion et de la division du pouvoir de décision politique.

La participation est, somme toute, l'exercice de la citoyenneté. C'est un élément important de la rupture avec des Etats autoritaires, même s'ils sont reconnus comme étant des démocraties formelles mais aussi d'avec les formes traditionnelles de faire de la politique et d'administrer les ressources publiques. La participation démocratique a pour but de construire des formes alternatives de pouvoir qui, en agissant hors des marges constitutionnelles, tendent à les transformer.

Les propositions de la société civile lors de la définition des politiques économiques et de la gestion des politiques publiques, à travers la création de conseils et d'autres formes participatives, légales ou pas, représentent un progrès important dans la perspective de la démocratisation de l'Etat et du dépassement des façons dont les Etats ont traditionnellement implanté leurs politiques, poursuivant des intérêts qui leur étaient propres. Le caractère véritablement public de ces politiques ne sera rétabli que grâce à cette forme de participation.

Des expériences de gestion démocratique dans des espaces locaux de plusieurs pays reflètent l'effort des administrations progressistes et de la société civile organisée; elles profitent des conditions élargies de gouvernabilité qu'elles détiennent, tout en occupant le vide laissé par l'inefficacité de l'Etat.

"Visions et nouveau paradigme" peuvent alors être synonymes de recherche de nouvelles solutions, volonté transformatrice d'intervenir et de donner de la dignité et du sens à la vie. Par ces objectifs, ce n'est pas seulement la politique néo-libérale que nous souhaitons remplacer, ni les principes keynésiens d'intervention et de dirigisme de la part de l'Etat que nous cherchons à récupérer, ce que nous souhaitons réinventer, à travers les politiques économiques et publiques, c'est l'Etat et la citoyenneté à part entière. Une société où ce sont les droits des citoyens qui gèrent les devoirs de l'Etat et rappeler que la lutte pour la citoyenneté, pour la conquête des droits, est une condition sine qua non pour la construction de la société démocratique à laquelle nous aspirons.

3. Initiatives et Innovations

Les initiatives et les innovations en termes de politiques économiques se réfèrent à de nouveaux mécanismes de contrôle et de transparence dans les rapports entre l'Etat et la société. Il est possible de citer des initiatives qui vont déjà dans ce sens: la première concerne le **budget participatif**, qui est pratiqué au niveau local et régional. Pour mettre en place cette initiative, il a fallu des gouvernements locaux progressistes, des structures associatives au sein de la population et finalement, la présence d'un pouvoir législatif conscient de ses fonctions, chargé d'approuver les propositions budgétaires en débat, autorisées par le pouvoir exécutif et la société.

La municipalité, sphère la plus proche du citoyen, est la plus apte à répondre aux demandes sociales à travers des solutions plus appropriées. C'est à ce niveau que sont possibles la mobilisation et l'engagement des collectivités pour l'implantation de politiques qui affectent directement leur vie quotidienne. L'espace local a démontré être un espace potentiel, non seulement pour la formation de conseils sectoriels de politiques publiques mais également de toute une gamme d'expériences et de systèmes alternatifs de production, orientés par l'idée d'une économie solidaire. L'un des enjeux actuels est la diffusion de ces pratiques dans d'autres sphères locales et d'autres sphères politiques.

Pour assurer une plus large diffusion, ces initiatives, exemplaires et dignes d'être citées, exigent que soient renouvelés les cadres politiques du pouvoir exécutif et législatif. Ce renouvellement, au niveau local, est déjà une réalité. Des maires et d'autres autorités municipales, reconnaissant la satisfaction et

les demandes de la société, sont disposés à partager le pouvoir avec celle-ci et gagnent du terrain dans les élections locales.

Les initiatives locales dont les résultats sont les plus probants ont lieu dans des endroits où la collectivité s'organise en districts municipaux pour discuter des demandes qu'elle juge prioritaires pour la communauté et qui seront exécutées dans le cadre du budget municipal. Cet instrument politique de participation directe a donc deux effets positifs: un, il favorise l'organisation communautaire et deux, il renforce la citoyenneté. Le succès de ces expériences coïncide en général avec le moment de l'arrivée au pouvoir d'administrations progressistes et de partis politiques qui s'identifient aux idéaux démocratiques. L'économie solidaire, quant à elle, renforce l'organisation des travailleurs, encourageant le resserrement des liens sociaux et solidaires dans les circuits de production et de consommation.

Mais les initiatives de budget participatif, qui consistent principalement à participer à la prise de décision relative à l'allocation des ressources, doivent pouvoir s'étendre à d'autres situations et à d'autres buts. D'autres mécanismes de gestion et de fiscalisation doivent être mis en place afin que les propositions budgétaires votées définitivement soient appliquées d'après les décisions prises au moment des discussions. Nous nous référons ici à la période d'exécution budgétaire. Il arrive, en effet, encore souvent que des ressources, même approuvées et dont la destination est prévue dans le budget, soient déviées vers d'autres fins. Des mécanismes centralisateurs et autoritaires, utilisés par des représentants du pouvoir exécutif, se chargent de réorienter plusieurs fois des ressources déjà engagées pendant la période d'approbation du budget. Pour éviter de tels abus de pouvoir, la participation de la société est nécessaire tout au long de l'exercice fiscal.

Les ressources budgétaires proviennent, en grande partie, des transferts et de la perception des impôts; elles sont presque toutes gérées sous la forme d'impôts et de taxes. Dans ce sens, la participation de la société civile doit s'étendre et influencer la politique fiscale qui engendre ces ressources. La question fondamentale est la participation aux décisions ayant trait à l'origine, au montant, à la forme de perception des impôts et aux origines des ressources. La démocratisation de la politique fiscale doit alors être réalisée aussi bien du côté de la recette que de celui des dépenses. C'est le pas qu'il faut franchir pour que les autres politiques économiques assument leur caractère véritablement public, puisque la politique fiscale est presque toujours directement liée à toutes les autres politiques.

La reformulation de la politique fiscale à tous les niveaux du gouvernement, et pas seulement dans les instances locales, est une tâche urgente. Car la politique fiscale interfère directement dans les politiques économiques et publiques, liées plus directement au bien-être de la population. La section "Constatations" du Projet de Synthèse du Chantier "Politique Fiscale", fait référence à la nécessité d'une base tribulaire ample et diversifiée, essentiellement dirigée à la rémunération du capital, à la richesse et aux transactions financières spéculatives. Le nouveau système proposé doit être progressif et traiter le capital et la richesse de façon différenciée des biens et services destinés à la consommation des classes plus pauvres.

Le désintérêt pour le vote est la conséquence du manque de crédibilité des partis politiques et du manque de propositions cohérentes avec la réalité. Le renouvellement de la représentation politique, avec des partis et des candidats s'identifiant aux droits de l'Homme et aux droits citoyens, est la condition sine qua non établir sur de nouvelles bases les relations entre l'Etat et la société. Pour cela, il est urgent de démarrer la réforme de la législation électorale, sur les financements des campagnes, le profil des candidats et de leurs plates-formes politiques.

Il ne faut pas oublier que les pratiques démocratiques de gouvernement, là où elles existent, sont le résultat de la force des mouvements sociaux et de la participation de la société, que ce soit à travers des conseils de santé, d'éducation, d'environnement, d'urbanisme, de l'enfance ou d'autres formes associatives, qui tentent déjà de remplacer les rapports traditionnels du clientélisme politique par la transparence et l'offre de biens et de services essentiels pour la population. La participation de la

société aux processus politiques et électoraux se transforme en condition pour rendre possibles des changements de profil des pouvoirs exécutif et législatif et des politiques publiques qui en découlent.

On ne peut oublier la participation des ONGs à ce processus: au cours des dernières décennies, elles se sont efforcées d'appuyer les mouvements sociaux en leur fournissant plus de visibilité et de possibilité d'action. Ces instances se confondent actuellement avec d'autres formes d'organisation qui ont surgi avec la prétention de compléter ou de remplacer la fonction de l'Etat, s'appuyant sur de fortes campagnes, telles celle sur le volontariat et l'encouragement à la philanthropie d'entreprise. Ce qui malheureusement entraîne une homogénéisation qui tend à simplifier le sens des différents mouvements et à éliminer les conflits.

Ces nouvelles tendances insistent sur des solutions localisées et fragmentées, reproduisant la même logique pragmatique avec laquelle le gouvernement manipule les politiques sociales: comme par exemple, celle démontrée par les gouvernements et d'autres acteurs pour tenter d'aligner le "Troisième Secteur". Or il est nécessaire de renforcer l'identité des ONGs et des autres institutions guidées par des principes démocratiques, et bien les différencier des autres tendances qui consistent à réaliser des actes volontaires et isolés, comme si les politiques sociales ne faisaient pas partie de la responsabilité de l'Etat et ne constituaient pas un sous-ensemble des politiques publiques. Les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, par exemple, ou même les programmes de lutte contre le chômage, ne peuvent être dissociées des politiques publiques. La focalisation des politiques sociales vers les groupes les plus pauvres, défendues sous le prétexte de l'urgence et complètement dissociées des politiques publiques, finissent par reproduire le paternalisme et la philanthropie, tout en lançant un appel pour que la société toute entière y participe.

Ces politiques, qui n'offrent que peu de résultats en raison de leur manque d'analyse des causes du problème et qui manquent de suivi parce qu'elles ne s'adressent qu'à des aspects conjoncturels, ne font que provoquer un gaspillage de ressources et une déresponsabilisation de l'Etat face aux problèmes sociaux provoqués par les politiques économiques. D'autre part, elles renforcent des pratiques de clientélisme politique et maintiennent en place les vieilles structures de reproduction du pouvoir. Finalement, elles empêchent de reconnaître que l'une des expressions les plus claires de la crise sociale est le résultat de décisions économiques qui dévient d'importantes masses d'argent prélevées dans les circuits productifs vers les circuits financiers.

La participation de représentants de la société civile dans les nouveaux rapports avec l'Etat doit prendre en compte l'organisation de ces groupes qui possèdent déjà une expérience de luttes, même sectorielles. Notre proposition rejoint celle défendue par le Chantier "Travail, Emploi et Activité" au sujet des nouvelles fonctions syndicales: la fonction de l'institution syndicale dans la société a été traditionnellement centrée sur le rôle de protection sociale des personnes formellement employées, mais le Chantier avance la proposition d'un Syndicat Citoyen, c'est-à-dire d'un nouveau syndicalisme, qui va au-delà des rapports entre les travailleurs et le monde des entreprises et s'intègre désormais aux luttes pour plus de citoyenneté.

La politique extérieure a, bien évidemment, un rapport direct avec l'économie, les décisions en cette matière sont prises sans consultation préalable de la société ou même du pouvoir législatif. Il est donc tout à fait urgent de mettre en place des mécanismes démocratiques qui régissent la mise en œuvre de la politique extérieure. Ces mécanismes doivent comprendre aussi bien le pouvoir législatif, qui n'a actuellement que le pouvoir de ratifier les traités internationaux que la société civile. La libéralisation économique a en effet fragmenté les intérêts et a intensifié la concurrence, l'intérêt national se constitue donc d'une plus grande diversité de demandes. Les positions prises et les accords signés par les représentants de la politique extérieure doivent intégrer l'expression et la satisfaction possible des différents intérêts. Il s'agit dès lors d'intégrer des mécanismes de transparence et de contrôle lors de la prise de décisions qui affectent tout le monde.

Le Chantier sur la "Dette Extérieure" fait ainsi référence à l'établissement de forums de négociations où le pouvoir de décision n'appartiendrait pas aux créanciers et où les négociations tiendraient compte

des besoins essentiels des pays débiteurs; ainsi qu'à des pratiques de consultation citoyenne dans le monde entier, comme celles qui ont déjà eu lieu en Espagne et au Brésil, grâce auxquelles ont pu être créés des mécanismes de prise de conscience qui ont fini par confirmer la nécessité de l'annulation des dettes extérieures.

Plusieurs chantiers ont signalé la nécessité de produire des informations qui traduisent les résultats désastreux des politiques néo-libérales. Et ce, parce que, aussi paradoxal que cela paraisse, les indicateurs officiels de croissance économique, le PNB (Produit National Brut) et le PIB (Produit Intérieur Brut), par exemple --, montrent qu'il y a croissance économique dans des pays où le degré d'exclusion sociale augmente. Mais la participation de la société à l'orientation des politiques économiques ne doit pas se restreindre au budget, aux questions fiscales et de commerce extérieur uniquement; elle doit également inclure les politiques monétaires, de change, sectorielles, les revenus et les réglementations.

4. Propositions

1. Démocratisation de l'Etat comme garantie des droits de citoyenneté. Consolider l'Etat en tant qu'espace de résolution démocratique des conflits, en faisant en sorte que la diversité des acteurs et des thèmes, tels que l'économie solidaire, l'environnement, la paix, les droits de l'Homme, le genre, les races et autres, puissent s'exprimer politiquement grâce à une participation aux différents niveaux de décision des institutions de l'Etat. L'absence de cet espace et de ce débat au sein de l'Etat est due au fait que l'Etat aujourd'hui s'est éloigné des règles du fonctionnement démocratique, s'esgrimanant à annuler les différences, ne reconnaissant pas les droits citoyens et invalidant la notion même de sphère publique.

Face au contexte actuel, marqué par la méfiance vis-à-vis des mécanismes de la démocratie directe, vis-à-vis des pouvoirs républicains qui se sont éloignés des aspirations de la société et face à la prédominance d'une pensée unique dominante à caractère réductionniste, la société civile doit assumer des formes de représentation qui dépassent la représentation politique traditionnelle et garantissent que l'Etat soit bien un espace public de représentation des différents intérêts de la société. Rendre concret le rôle de l'Etat démocratique à partir de la dynamique des nouveaux rapports entre l'Etat et la société, voilà le grand défi pour contourner la crise actuelle.

2. Participation politique pour cautionner l'Etat démocratique. La participation politique élargit le sens de la prise de décision par le vote, de la militance politique ou dans d'autres instances de la société, esquissant un idéal démocratique qui suppose des citoyens attentifs à la chose publique et fortement intéressés par des formes directes ou indirectes de participation à la prise de décisions politiques. Les véritables pratiques participatives d'orientation démocratique sont celles qui représentent et incorporent les revendications de la société sous diverses formes dans le but de modifier les agendas gouvernementaux. Dans ce sens, la participation peut être comprise en tant que démocratisation de la gestion et division du pouvoir de décision politique. La participation politique peut être conçue en tant que démocratisation de la gestion et partage du pouvoir de décision politique. La participation démocratique a pour but de construire des formes alternatives de pouvoir qui, tout en agissant hors des limites constitutionnelles, tendent à les transformer.

3. Promouvoir la participation à la Gestion des Sphères Publiques Locales. Des expériences de gestion démocratique, actuellement en gestation dans les espaces locaux de plusieurs pays, reflètent l'effort des administrations progressistes et de la société civile organisée, qui utilisent à bon escient les conditions de gouvernabilité qui sont les leurs et occupent ainsi peu à peu l'espace créé par l'inefficacité des gouvernements en place. La municipalité, sphère la plus proche du citoyen, est la plus apte à répondre aux demandes sociales à travers des solutions plus appropriées, elle rend possible la mobilisation et l'engagement des communautés dans la mise en place de politiques qui affectent directement leur vie quotidienne. L'espace local est perçu comme un espace de potentialités non

seulement pour la formation de conseils sectoriels pour les politiques publiques, mais aussi de toute une gamme d'expériences et de systèmes alternatifs de production, basés sur l'idée d'une économie solidaire. L'un des défis actuels est l'élargissement de ces pratiques vers d'autres sphères locales et politiques.

4. Promouvoir la participation aux processus électoraux locaux et nationaux. Les pratiques locales les mieux réussies ont lieu dans des endroits où la collectivité s'organise en districts municipaux pour discuter des demandes qu'elle juge prioritaires pour la communauté et qui seront exécutées dans le cadre du budget municipal. Cet instrument politique de participation directe a donc deux effets positifs: un, il favorise l'organisation communautaire et deux, il renforce la citoyenneté. Le succès de ces expériences coïncide en général avec le moment de l'arrivée au pouvoir d'administrations progressistes et de partis politiques qui s'identifient aux idéaux démocratiques.

5. Promouvoir la participation à la politique budgétaire et fiscale. Les initiatives de budget participatif, qui consistent principalement à participer à la prise de décision relative à l'allocation des ressources, doivent pouvoir s'étendre à d'autres situations et à d'autres buts.. D'autres mécanismes de gestion et de fiscalisation doivent être mis en place afin que les propositions budgétaires votées définitivement soient appliquées d'après les décisions prises au moment des discussions. Nous nous référons ici à la période d'exécution budgétaire. Dans ce sens, la participation de la société civile doit s'étendre de manière à influencer la politique fiscale.

6. Travailler pour l'élaboration et l'adoption de nouveaux indicateurs. Plusieurs chantiers ont signalé la nécessité de produire des informations qui traduisent les résultats désastreux des politiques néo-libérales. Et ce, parce que, aussi paradoxal que cela paraisse, les indicateurs officiels de croissance économique, le PNB (Produit National Brut) et le PIB (Produit Intérieur Brut), par exemple --, montrent qu'il y a croissance économique dans des pays où le degré d'exclusion sociale augmente. La transparence et la quantité d'information statistique requise peuvent être obtenues grâce à des institutions publiques gérées avec la société civile. Les nouveaux indicateurs intégreront une vision intégrée de l'économie, du social et de l'environnement et pourvoient l'information nécessaire sur les coûts sociaux et environnementaux associés aux politiques économiques mises en place et aux projets d'investissements.

7. Elaborer des politiques économiques basées sur de nouvelles données. Promouvoir, en particulier dans la sphère culturelle, l'éducation aux valeurs solidaires, communautaires et de coopération. Celle-ci est la pierre d'achoppement qui permettra la consolidation du projet d'une nouvelle économie politique, profondément humaine, qui se traduise par des politiques économiques cohérentes avec les buts visés. Concevoir les politiques économiques comme des moyens de fournir les bases matérielles du bien-être et de la réalisation des personnes, des peuples et des nations, en respectant la diversité biologique, humaine et culturelle en collaboration dynamique et durable avec la nature. Amplifier les mécanismes de participation dans les secteurs de la production, la monnaie, le commerce et les finances, en cherchant surtout à satisfaire les besoins humains, le développement social durable et les droits citoyens.

5. Stratégies et Acteurs

Pour mettre en place ces propositions, il est nécessaire de définir les objectifs de la politique économique. Une nouvelle économie pour un monde nouveau, désireuse de dépasser la logique de marché, un Etat au service de la société et une économie pour la vie.

L'harmonie entre la nouvelle économie et les valeurs sociales ne peut s'obtenir que grâce à des mécanismes qui encouragent la participation. La participation politique élargit le sens de la prise de décision par le vote électoral, de la militance politique ou dans d'autres instances de la société, esquissant un idéal démocratique qui suppose des citoyens attentifs à la chose publique et fortement intéressés par des formes directes ou indirectes de participation à la prise de décisions politiques. L'éducation est un instrument qui permet d'aller vers une participation plus conséquente.

Il est intéressant d'observer que le retour aux sources des principes démocratiques et l'exercice des droits qui sont à la base des nouvelles stratégies remettent en question l'organisation des Etats où prédomine la démocratie représentative. La stratégie de transformation se réalise à travers des processus électoraux et le choix des candidats engagés dans les causes sociales mais toujours sous la vigilance et le contrôle civique sur leurs actions politiques.

L'espace local en tant qu'espace privilégié de l'expérience démocratique se renforce grâce à la diffusion des initiatives de budget participatif, qui démocratisent la prise de décisions et renforce les mécanismes communautaires de reproduction de la vie et de satisfaction des besoins.

La diversité d'intérêts est assurée grâce à une administration plurielle, sous la forme d'institutions nationales – à tous les niveaux de gouvernement – et globales, démocratiquement constituées et administrées, composées en partie par l'Etat et en partie par les organisations représentatives de la société civile.

La transparence et la quantité d'information statistique requise peuvent être obtenues grâce à des institutions publiques gérées avec la société civile. En plus de pourvoir l'information nécessaire sur les coûts sociaux des politiques économiques néolibérales, permettront d'évaluer les résultats positifs des nouvelles expériences.

Les acteurs engagés dans la mise en œuvre de ces stratégies sont les mouvements sociaux, les ONGs, les syndicats, les conseils et autres formes associatives, les représentants de l'Etat, des pouvoirs exécutif et législatif, qui exercent dans des administrations progressistes, dont la gestion transparente et visible pour tous et qui sont disposés à partager le pouvoir avec la communauté.

Références bibliographiques

- DONAHUE, J.D., **Privatisation: Fins Publics, Moyens Privés**. Rio de Janeiro: Zahar, 1992.
- CHESNAIS, F., **La Mondialisation du Capital**. São Paulo: Xamã, 1996.
- CHESNAIS, F., **La Mondialisation Financière: Genèse, Coûts et Enjeux**. Paris: Syros, 1998.
- GOMEZ, J.M., **Politique et Démocratie aux Temps de la Globalisation**. Petropolis: Vozes, 2000.
- GONÇALVES, R., **Ô Abre-Alas – La Nouvelle Insertion du Brésil dans l'Economie Mondiale**, Rio de Janeiro, 1994.
- HELD, D. **La Démocratie et l'Ordre Global**. Cambridge: Polity Press, 1995.
- OHMAE, K. **La Fin de l'Etat-Nation**. Rio de Janeiro: Campus, 1996.
- Projets et synthèse des Chantiers du PSES – **POLE DE SOCIO-ECONOMIE SOLIDAIRE**: Findhorn, juin 2001.
- TOURAINÉ, A. **La Critique de la Modernité**. Petropolis: Vozes, 1994.

